

FEVRIER 1990

N- 9 0 0 5

L'IMPACT DU MARCHÉ UNIQUE SUR LE TRAVAIL ET L'EMPLOI :
UNE CONFRONTATION DES APPROCHES MACROECONOMIQUES
AVEC QUELQUES RECHERCHES EN ECONOMIE DU TRAVAIL.

Robert BOYER
CEPREMAP, CNRS, EHESS
142, Rue du Chevaleret 75013 PARIS

Préparé pour la Conférence Inaugurale de l'Association Européenne des Economistes du Travail sur le thème : "L'emploi dans les années 1990, les chances d'un New Deal, 8-10 Septembre 1989, Centre du BIT, Turin. La version a été actualisée et révisée à la lumière des discussions et remarques recueillies lors de la conférence.

**L'IMPACT DU MARCHÉ UNIQUE SUR LE TRAVAIL ET L'EMPLOI : UNE CONFRONTATION
DES APPROCHES MACROÉCONOMIQUES AVEC QUELQUES RECHERCHES
EN ÉCONOMIE DU TRAVAIL.**

Robert BOYER

R E S U M E

Sont d'abord examinées les bases théoriques et empiriques qui sont au cœur des travaux qui sont menés par ou pour la Communauté Européenne. Nombre d'incertitudes affectent les évaluations microéconomiques comme macroéconomiques. La source des rendements dynamiques d'échelle associés à l'intégration des marchés n'est pas totalement élucidée par les théories économiques, et difficilement cernée par les études empiriques. Plus encore, le rôle du travail dans les effets d'apprentissage, l'acceptation de la mobilité et d'une évolution du revenu salarial pas nécessairement favorable, mériteraient des analyses plus approfondies. Enfin, les effets plus directement keynésiens tenant à la formation des anticipations en matière d'investissement peuvent jouer un rôle important, comme le montrent les années 1988-1989. Dans un second temps, la question du chômage européen et de sa persistance est rattachée à l'avenir des relations professionnelles en Europe. Peut-on imaginer le maintien des spécificités nationales ? La convergence des politiques monétaires et de la concurrence, peut-elle aller de pair avec une forme du rapport salarial dont la logique resterait déterminée au niveau national ou tout au moins régional ? Enfin et surtout, l'Europe dispose-t-elle d'un modèle type du rapport salarial post-fordiste ou est-elle condamnée à tenter d'importer des États-Unis, du Japon ou des pays Scandinaves des modèles ?

**THE IMPACT OF 1992 UPON LABOUR AND UNEMPLOYMENT :
CONTRASTING MACROECONOMIC APPROACHES WITH LABOUR ECONOMICS RESEARCHES.**

Robert BOYER

A B S T R A C T

The theoretical foundations and empirical findings from European Community economists are investigated. The micro and macro assessments of market integration seem to suffer from many uncertainties : the roots for dynamic increasing returns to scale, a key feature, are not clearly exhibited, static effects being privileged. Too many studies are silent upon the role of labour in learning by doing, accepting mobility from one job to another, possibly lower wages at least during the transitory period. Still more, keynesian effects about medium term expectations and investment decisions are underestimated, as shown by 1988-1989 evolutions. Finally, beyond short run macroeconomic adjustment, the crucial issue might be the future of industrial relations in Europe. Does the old continent exhibit a genuine form for organizing the wage labour relationship which would cope with the objectives of equity and efficiency in implementing and adapting the new technologies ?

J.E.L. CLASSIFICATION SYSTEM : 226, 423, 620, 820, 830.

MOTS CLES : Acte Unique, Chômage, Croissance, Intégration Européenne, Relations professionnelles, Rendement d'échelle, Union douanière.

KEY WORDS : Custom Union, European Integration 1992, Growth, Industrial relations, Returns to scale.

**L'IMPACT DU MARCHE UNIQUE SUR LE TRAVAIL ET L'EMPLOI : UNE CONFRONTATION
DES APPROCHES MACROECONOMIQUES AVEC QUELQUES RECHERCHES
EN ECONOMIE DU TRAVAIL.**
Robert BOYER

S O M M A I R E

I - LE MARCHE UNIQUE, MOYEN DE RELANCE DE L'EMPLOI ?.....	1
II - L'AMELIORATION DE L'EMPLOI COMME RESULTAT DU PROCESSUS D'INTEGRA- TION : UN BREF RAPPEL DES ANALYSES MACROECONOMIQUES.....	3
1. La stimulation par le marché d'une offre compétitive.....	3
2. Quelques difficultés de méthode.....	8
3. Origines et conditions des rendements d'échelle : des incerti- tudes majeures.....	14
III - UNE SOUS-ESTIMATION DU ROLE DU TRAVAIL ET DES SALARIES.....	22
1. Une vision optimiste des capacités auto-régulatrices du marché du travail.....	22
2. Qualification et mobilisation des salariés, conditions de compétitivité.....	24
IV - COMPETITIVITE, CROISSANCE ET EMPLOI COMME CONSEQUENCES D'UNE RELATION SALARIALE ORIGINALE.....	27
1. Le chômage, même en réduction, demeure un mal européen.....	27
2. Quatre grandes configurations des relations professionnelles et de la relation salariale.....	31
3. Le grand marché : effet d'entraînement ou incitation à une Europe à deux vitesses ?.....	36
V - DU MARCHE UNIQUE A UNE EUROPE CONTINENTALE ?.....	39
1. Le rôle majeur des anticipations en matière d'investissement et de demande.....	39
2. L'ouverture à l'Est : un moyen de réamorcer une croissance vertueuse ?.....	43
BIBLIOGRAPHIE.....	47

I - LE MARCHÉ UNIQUE. MOYEN D'UNE RELANCE DE L'EMPLOI ?.

Alors que jusqu'au milieu des années quatre-vingt, les observateurs redoutaient le blocage, voire l'effondrement des institutions européennes, l'annonce du marché unique à l'horizon de 1992 semble avoir changé radicalement les vues concernant l'avenir de l'Europe. Que de l'extérieur on la redoute ("la forteresse Europe") ou que de l'intérieur on l'imagine selon des configurations contrastées ("renaissance du marché contre la revanche des bureaucrates" !), la relance de l'intégration européenne a rempli sa fonction de déblocage de la crise budgétaire antérieure. Les rapides transformations intervenant dans l'Europe de l'Est, tout particulièrement en R.D.A. depuis 1989, renforcent encore les pressions au changement au sein de la C.E.E. actuelle.

Les économistes se trouvent maintenant face à la tâche difficile d'évaluer les conséquences potentielles de ce renforcement de l'intégration européenne...tout en tenant compte des conséquences de l'ouverture en direction de l'Est. Concernant l'Acte Unique, c'est le mérite de la Communauté Européenne et de ses services d'avoir lancé le débat, livré une série d'études monographiques et plus encore proposé deux synthèses, l'une microéconomique, l'autre macroéconomique. Dans la mesure où la théorie de l'intégration douanière et monétaire n'a pas encore livré les outils irrécusables nécessaires, il peut être important de souligner les zones d'ombres et d'incertitudes qui affectent cet exercice. Tel est pour l'essentiel le but de ce bref travail (Section II).

Il se trouve d'abord que le traitement des rendements d'échelle qui est au coeur de l'analyse des processus d'intégration économique, pose de redoutables problèmes à la plupart des théories macroéconomiques. Aussi peut-il être intéressant de confronter les résultats tirés de simulations de modèles macroéconomiques avec les enseignements plus qualitatifs que livrent certaines théories macroéconomiques, d'inspiration et d'orientation diverses. Ainsi, pourrait-être enrichie l'analyse d'un cheminement particulièrement incertain et complexe.

Ensuite, les études existantes adoptent, par facilité sans doute, la vue rassurante mais sans doute erronée selon laquelle le travail est alloué et rémunéré sur un marché comme les autres. Les approches institutionnalistes ont récemment reçu le renfort d'une série de recherches d'inspiration microéconomique qui montre la spécificité du contrat de travail et par extension de la relation salariale. Les phénomènes d'apprentissage, à l'origine d'une partie des rendements d'échelle, font intervenir de façon essentielle les compétences et les motivations des salariés. En tenir compte change la conception des ajustements macroéconomiques et par conséquent affecte le diagnostic général concernant les effets d'un renforcement de la concurrence sur le marché des produits, éventuellement complété par une intégration monétaire et financière (Section III).

Enfin, pour importante qu'elle soit, l'échéance du marché unique ne saurait dissimuler des enjeux non moins fondamentaux : quel est le potentiel d'innovations que pourront mettre en oeuvre les pays européens ? Dans ce processus, comment valoriser au mieux le savoir-faire de la main-d'oeuvre et convertir en sources d'efficacité l'idéal européen d'une certaine équité au sein du monde salarial ? Quel type de compromis entre capital et travail permettrait une relance cumulative de la croissance ? Autant de questions qui remettent au premier plan les recherches d'économie sociale et d'économie du travail (Section IV).

Les études comparatives internationales entre pays européens et entre l'Europe et les autres zones géographiques constituent un moyen privilégié pour faire ressortir les limites mais aussi les chances qu'offre l'histoire européenne en matière de relations professionnelles et d'emploi. L'ouverture de l'Europe des douze en direction de l'Europe de l'Est renforce encore ces interrogations, tout en pouvant susciter d'autres mécanismes de création d'emplois, à travers un renouveau de la croissance à l'échelle continentale (Section V).

II - L'AMELIORATION DE L'EMPLOI COMME RESULTAT DU PROCESSUS D'INTEGRATION : UN BREF RAPPEL DES ANALYSES MACROECONOMIQUES.

Parmi un ensemble déjà vaste de recherches (Economie Européenne (1988), Europe Sociale (1988), M. EMERSON (1988), M. CATINAT, E. DONNI et D. TADDEI (1989)...), il peut-être opportun de privilégier le document synthétique émanant de la Communauté Economique et qui évalue les effets de l'achèvement du marché intérieur. Pour sa part, l'article de C.F. HOFMANN (1990) présente le détail des projections et scénarios chiffrés. On se propose de rappeler le noyau dur de l'analyse économique correspondante, puis d'insister sur les conditions permissives en termes de travail et d'emploi.

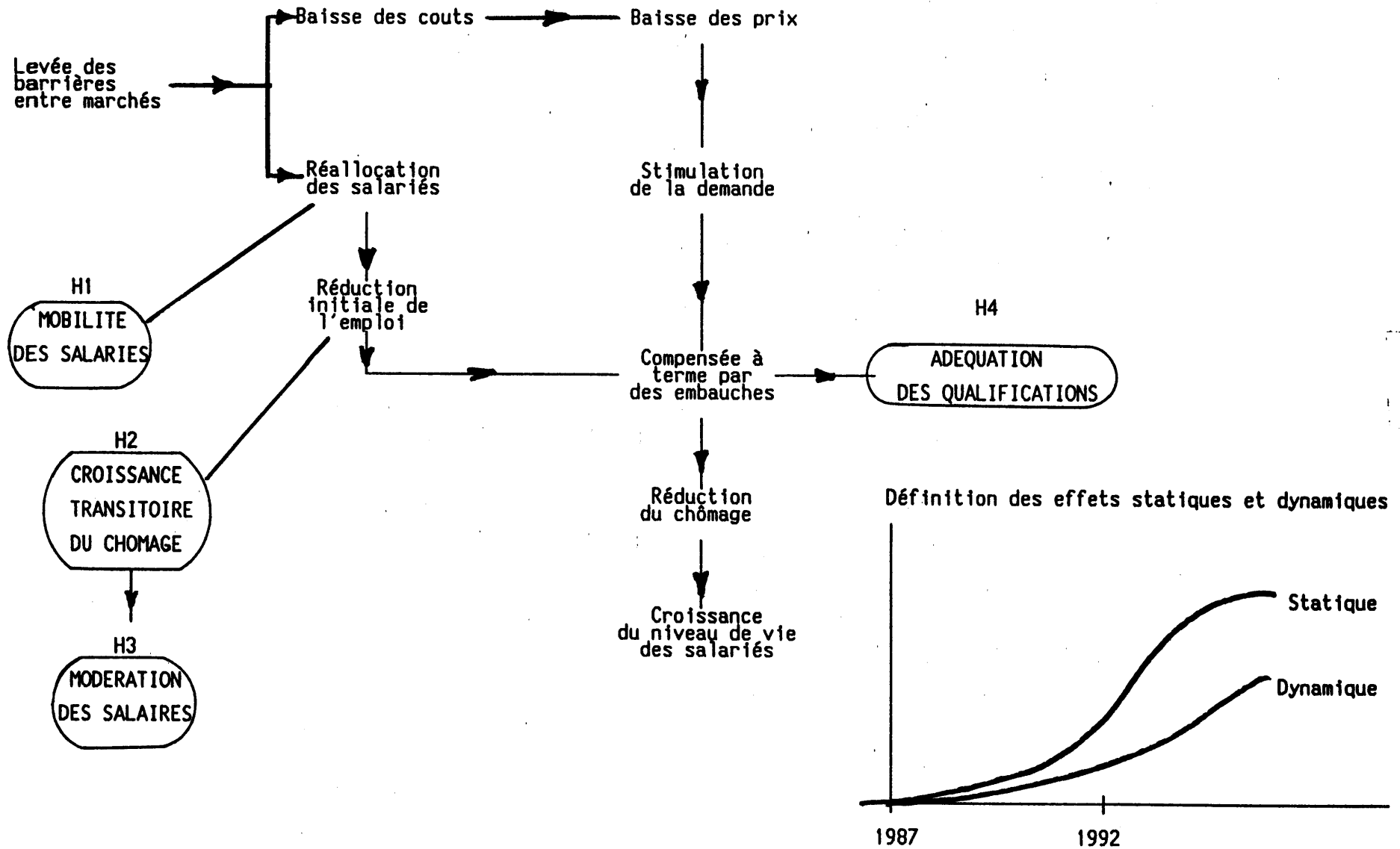
1. LA STIMULATION PAR LE MARCHE D'UNE OFFRE COMPETITIVE.

La levée des barrières résiduelles entre marchés nationaux est analysée en deux temps. Les *effets dits statiques* épuisent progressivement leur impact au bout de sept à huit ans : ils correspondent à des gains d'efficience obtenus une fois pour toute, mais qu'il faut du temps pour mettre en oeuvre compte tenu de l'inertie des structures industrielles, de l'emploi, etc.... Par opposition les *effets dynamiques* sont susceptibles de se prolonger au-delà de l'horizon de l'homogénéisation des législations douanières, fiscales,.... On se propose de caractériser les principaux mécanismes mobilisés par les évaluations aussi bien microéconomiques que macroéconomiques effectuées par la Communauté Européenne.

° Les effets statiques : un gain d'efficience lié à la réallocation de la production.

D'abord, l'élimination des obstacles douaniers, l'égalisation des systèmes fiscaux, l'homogénéisation des réglementations sont supposées stimuler une baisse des coûts. Comme cette baisse varie selon les secteurs et les nations concernées, ce réajustement implique une réallocation de la production et de l'emploi (Schéma 1), en réponse à l'homogénéisation des

S C H E M A 1
LES EFFETS STATIQUES DE L'ACHEVEMENT DU GRAND MARCHÉ
 PRINCIPAUX EFFETS ET HYPOTHESES IMPLICITES CONCERNANT LE TRAVAIL ET L'EMPLOI



Source : D'après Economie Européenne, n° 35, p. 41 et suivante.

conditions de la concurrence. L'évaluation microéconomique enregistre le gain de bien-être correspondant puisque la demande du consommateur sera satisfaite à un moindre coût. Pour sa part, l'analyse macroéconomique distingue deux phases. Dans la première, avant que la baisse des prix ne stimule le pouvoir d'achat, la demande et la compétitivité, la mise en oeuvre de l'Acte Unique devrait se traduire par une réduction de l'emploi. Les réembauches dans de nouveaux secteurs ou dans des nouvelles localisations, interviennent dans un second temps lorsque la réduction des coûts se manifeste par une demande accrue et sa satisfaction par une offre compétitive elle-même stimulée par la réduction des barrières douanières. L'emploi s'en trouve progressivement amélioré, de sorte que salariés et entreprises bénéficient simultanément du processus d'institutionnalisation du marché unique. Comme le note M. CATINAT (1989), il s'agit d'un jeu à somme positive et non pas nulle.

° Les impacts dynamiques : effets d'expérience, rendements d'échelle et stimulation de l'innovation.

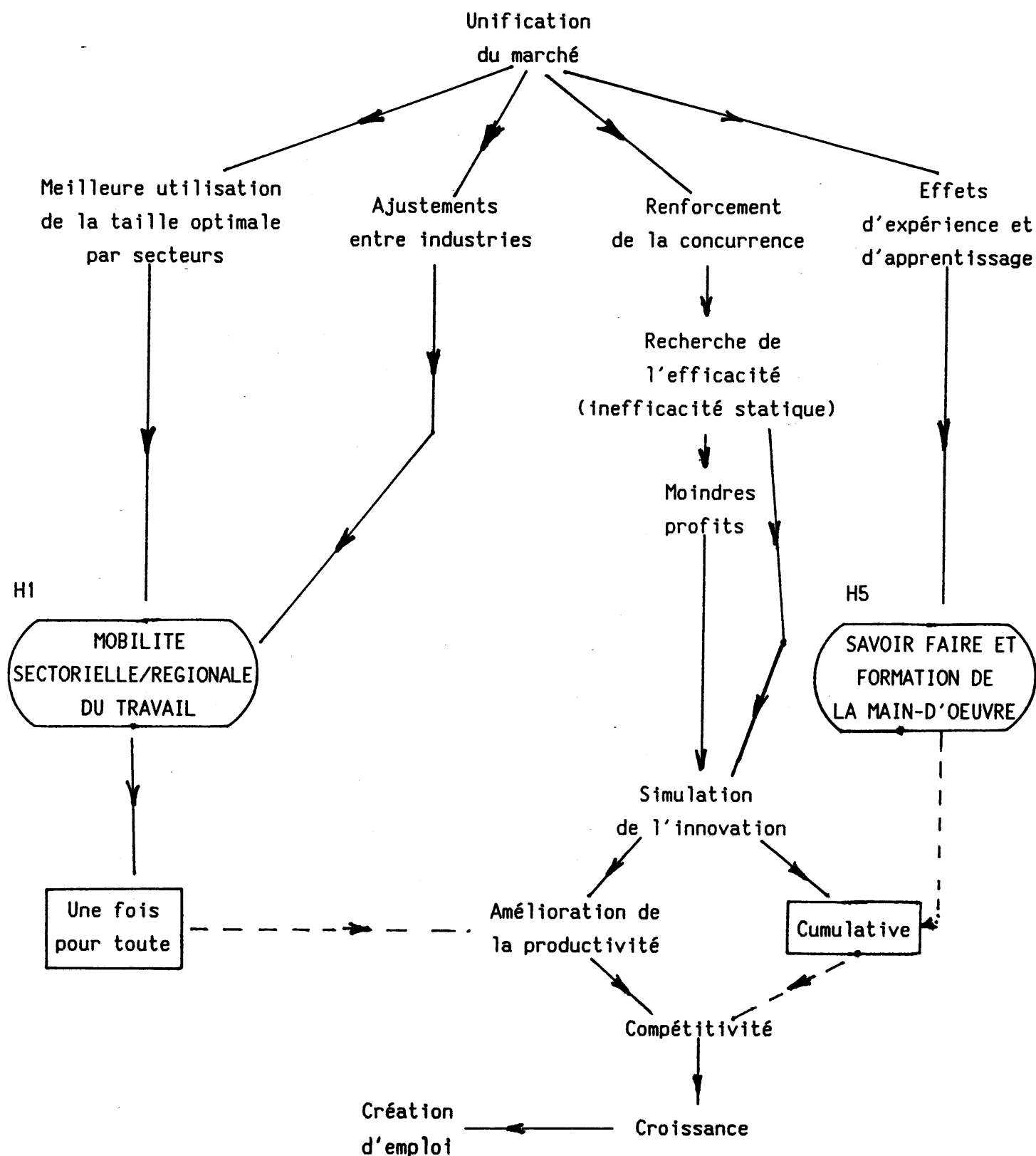
Mais la partie la plus intéressante des simulations macroéconomiques insiste sur le processus dynamique initié par l'homogénéisation des conditions de concurrence à l'échelle européenne (Schéma 2). A la charnière entre les effets proprement statiques et dynamiques, le fait que les producteurs considèrent maintenant l'ensemble du marché européen et non plus seulement les divers marchés nationaux, crée la possibilité d'une meilleure utilisation de la taille optimale qui caractérise des techniques mises en oeuvre dans chaque secteur. En conséquence, intervient une recomposition des structures productives à l'échelle de la Communauté Européenne. Ce réajustement débouche sur des gains de productivité se prolongeant au-delà de 1993. Mais il est renforcé et prolongé par deux autres effets :

- . D'une part, dans la lignée des travaux du Boston Consulting Group, il est supposé que l'extension de la taille du marché va permettre de mobiliser des *effets d'expérience et d'apprentissage*. Les nombreuses études monographiques antérieures suggèrent que c'est un principe d'augmentation

SCHEMA 2

LES EFFETS DYNAMIQUES DE L'ACHEVEMENT DU GRAND MARCHÉ

PRINCIPAUX EFFETS ET HYPOTHESES IMPLICITES EN MATIERE D'EMPLOI ET DE TRAVAIL



cumulative de la productivité, en l'absence même de nouveaux investissements ou dépenses de recherche et développement. Il semblerait même que les nouveaux produits tels que les composants électroniques, la micro-informatique, les plastiques, manifestent au moins autant d'effets d'apprentissage que les branches plus traditionnelles (Boston Consulting Group (1981), R. AYRES (1985)).

- . D'autre part, le renforcement de la concurrence est supposé stimuler le dynamisme des entreprises, selon un double processus. De réduction des inefficacités internes, conformément à la théorie qui suppose que les entrepreneurs seront d'autant plus incités à rejoindre la frontière des possibilités techniques qu'ils se trouvent affronter une concurrence forte (H. LEIBENSTEIN (1987)). Mais il n'est pas sûr que cet effet soit par nature cumulatif. Aussi, une fraction notable des analyses de la Communauté considère que le regain de concurrence va stimuler durablement l'innovation, au point de livrer une trajectoire dans laquelle les gains de productivité sont durablement relevés.

Ces divers mécanismes prennent appui sur une série impressionnante d'études monographiques, de recherches théoriques et de simulations macroéconomiques opérées avec les modèles HERMES et INTERLINK. Le réseau dense d'arguments, et de précautions, montre que ces analyses touchent l'un des points cruciaux associés à la constitution d'une zone de libre échange. Pourtant, il faut cerner les conditions de validité et la vraisemblance des évaluations finales (Table 1). Elles convergent vers l'estimation d'un impact en définitive favorable : à l'horizon 1992 le PIB de la C.E.E. serait accru de 7 %, l'inflation modérée de 4.5 %, enfin et surtout 5.000.000 d'emplois seraient créés. Ces dernières estimations supposent que les gouvernements nationaux et/ou les institutions communautaires profitent des marges de manoeuvre créées par l'unification du marché européen pour opérer une relance de la demande. Il importe de discerner quelques uns des points sensibles qui conditionnent ces enchaînements vertueux.

2. QUELQUES DIFFICULTES DE METHODE.

Certes, on peut trouver un indice rassurant dans le fait qu'une série de méthodologies différentes aboutisse au même ordre de grandeur concernant les effets potentiels du grand marché sur la production. Les évaluations en termes de surplus du consommateur rejoignent celles tirées des deux modèles économétriques multinationaux (Tableau 1). En outre, le précédent de l'intégration européenne à partir du Traité de Rome de 1958 (N. OWEN (1983), cité dans *Economie Européenne*, n° 35, Mars 1988) semble avoir produit des effets favorables sur la croissance et du même ordre de grandeur. Pourtant, ces estimations soulèvent trois problèmes méthodologiques majeurs.

° Les rendements d'échelle : les oubliés des modèles macroéconométriques.

Le bilan favorable dépend de façon cruciale de la prépondérance d'effets dynamiques positifs qui finissent par l'emporter sur des effets statiques initialement négatifs. Or, *les enchaînements dynamiques* constituent la partie la plus fragile des modèles économétriques appliqués (P. MALGRANGE (1989)). En particulier, la modélisation traditionnelle permet au mieux de faire des variantes autour d'un sentier de croissance sensiblement équilibré, sans pouvoir explorer la transition vers un nouveau régime de croissance. Or pour autant que l'unification du marché européen ait l'importance structurelle que les économistes de la Communauté Européenne lui attribuent, il est peut-être risqué de recourir à des simulations à partir d'un modèle estimé sur les années 1960 à 1970. Cela ne revient pas pour autant à endosser la critique dévastatrice de R. LUCAS (1983) à l'égard des modèles économétriques, mais à s'interroger sur la bonne utilisation des modèles macroéconomiques pour cerner la viabilité d'un régime de croissance potentiel (R. BOYER & alii (1987)).

De façon plus spécifique, une large part des résultats sont attribuables à l'incorporation de *rendements d'échelle croissants*... dans des modèles nationaux et internationaux qui au contraire sont construits sous l'hypothèse que ces derniers sont unitaires. Certes, les effets statiques

peuvent a priori être pris en compte, bien que sans doute la structure keynésienne de ces modèles privilégie la genèse de la demande effective par rapport à la formation de l'offre compétitive. Par contre, les effets dynamiques, en particulier ceux qui dérivent de l'endogénéisation du progrès technique, sont introduits en tant que variables d'écart dans des équations qui ne les retiennent pas comme mécanismes explicites. Dans la mesure où la littérature sur la formation des unions douanières (W.M. CORDEN (1972), B. BALASSA (1988), A. HAZLEWOOD (1988)) a partie liée avec le problème des rendements d'échelle, cette inclusion n'est pas illogique mais soulève un problème de cohérence avec le restant des relations macroéconomiques.

Or c'est l'apport des recherches récentes en matière de croissance endogène (P. ROMER (1986), R.E. LUCAS (1988)) que d'avoir résolu le dilemme en supposant que les rendements croissants sont externes à la firme, qu'ils tiennent à la diffusion des connaissances, la spécialisation des inputs ou au rôle des infrastructures et réseaux. Ces modèles théoriques ont pour intérêt de montrer l'historicité des trajectoires nationales de croissance. Plus encore, ils suggèrent qu'un choc initial de productivité peut avoir des conséquences cumulatives à long terme, selon un raisonnement qu'il est possible d'appliquer à la constitution d'une zone de libre échange. C'est précisément à la lumière de ce type de formalisation que R. BALDWIN (1989) est amené à considérer que les effets à moyen terme de 1992 pourraient être significativement supérieurs à ceux qu'anticipent les modèles traditionnels à rendements d'échelle constant (Tableau 3). Il se trouve en outre que des travaux économétriques récents (R. CABALLERO, R. LYONS (1989)) concluent à l'existence de rendements d'échelle croissants pour la France et les Etats-Unis, si ce n'est pour les autres pays de l'OCDE (Tableau 2). Mais il se trouve que ces analyses ont elles-mêmes fait l'objet de critiques (P.A. CHIAPORI (1989)), car les recherches correspondantes sont encore peu nombreuses et récentes. En définitive, l'impact du marché unique bute sur les limites mêmes des théories de la croissance et des résultats économétriques disponibles, ce qui devrait inciter à une certaine prudence (voir section 3, ci-dessous).

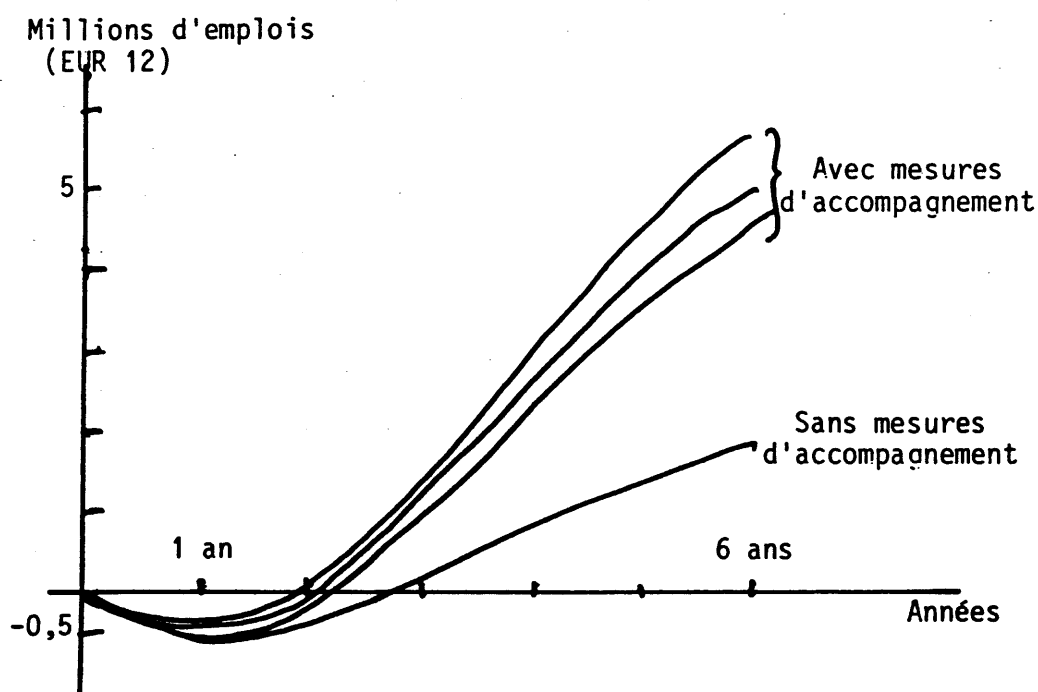
**L'EFFET BENEFIQUE DU MARCHÉ INTERIEUR PASSE DE FACON PRIVILEGIEE
PAR L'EXPLOITATION DES MARGES DE MANOEUVRE PAR LA POLITIQUE ECONOMIQUE**

T A B L E A U 1
**CONSEQUENCES MACRO-ECONOMIQUES DE L'ACHEVEMENT DU MARCHÉ INTERIEUR ACCOMPAGNEES
PAR DES MESURES DE POLITIQUE ECONOMIQUE (ESTIMATIONS EUR 12 A MOYEN TERME)**

Nature de la politique économique	Marge de manœuvre utilisée	Conséquences économiques				
		PIB (en %)	Prix consomm. (en %)	Emploi (en millions)	Solde public (en points de PIB)	Solde extérieur (en points de PIB)
Sans accompagnement		4,5	-6,1	1,8	2,2	1,0
Avec accompagnement	— solde public	7,5	-4,3	5,7	0	-0,5
	— solde extérieur	6,5	-4,9	4,4	0,7	0
	— désinflation	7,0	-4,5	5,0	0,4	-0,2

DES EFFETS SUR L'EMPLOI D'ABORD NEGATIFS, ENSUITE POSITIFS

G R A P H I Q U E 1 : PROFIL ILLUSTRATIF DE L'EVOLUTION DE L'EMPLOI



Source : Economie Européenne, n° 35, Mars 1988, p. 175 et 176.

° Des hypothèses optimistes en matière de travail et de relations extérieures.

Comme le soulignent eux-mêmes les auteurs des études sur le coût de la non Europe, les effets bénéfiques en termes de création d'emploi supposent un *fonctionnement adéquat des marchés du travail*. Par exemple, il importe que les postes de travail supprimés dans les contrôles douaniers et les formalités correspondantes, cèdent la place à d'autres localisés dans des secteurs, nations et éventuellement régions, différents. En d'autres termes c'est admettre une mobilité forte des travailleurs, ainsi qu'une maléabilité et adaptation des qualifications et des savoir-faire aux nouveaux emplois. C'est à juste titre sur ces deux conditions qu'insiste le rapport de la Communauté Européenne sur les aspects sociaux du marché unique (Europe Sociale (1988), Social Europe (1988)). Or l'hypothèse ne coule pas de source lorsqu'on connaît par exemple l'insistance des chercheurs nord-américains à attribuer le chômage européen aux rigidités du marché du travail, même si depuis le milieu des années quatre-vingt, certaines recherches ont fait justice à cette hypothèse (R.Z. LAWRENCE, Ch. L. SCHULTZE Eds (1987)). Néanmoins, il ressort des études de mobilité que cette dernière est plus aisée lorsqu'elle est voulue que lorsqu'elle est subie, donc lorsque l'économie croît plutôt que lorsqu'elle se trouve en récession (O. MARCHAND (1989)). L'évolution des années 1985 à 1989 confirme le rôle favorable de l'expansion en matière de reconversion de l'emploi (Graphique 3, ci après).

On peut par ailleurs s'interroger sur la façon dont sont traitées les possibles *réactions des partenaires commerciaux* de la Communauté Européenne. D'abord les simulations ne précisent pas comment évolue le tarif extérieur commun, et plus généralement les règles du commerce entre la C.E.E. et le reste du monde. Si l'on imagine par exemple que soient levés les quotas concernant certaines importations sensibles en provenance du Japon, on pourrait anticiper que les producteurs européens ne bénéficient que partiellement des gains associés à l'unification du marché intérieur. En effet, nombre d'études montrent que sur la plupart des marchés les Japonais ajustent leur prix, bref qu'ils sont "price-takers" (P. RALLE (1989), J. MATHIS, J. MAZIER (1988)), de telle sorte qu'ils pourraient accompagner le

SI LES RENDEMENTS D'ECHELLE SONT SIGNIFICATIFS.....

T A B L E A U 2 : ESTIMATION DES RENDEMENTS D'ECHELLES

(Coefficients $(1 + b)$ dans une fonction de production $Q = j K^{a+b} L^{1-a}$)

	R.F.A.	France	R.U.	Belgique	U.S.
Estimation	1.22	1.59	1.13	1.42	1.37
Intervalle de confiance	0.70-1.74	1.01-2.17	0.17-2.09	0.42-2.42	1.19-1.53

Source : CABALLERO, R. et LYONS, R. "Increasing returns and Imperfect Competition in European Industry", Columbia University Press, WP. 1989.

.....LES EFFETS DU GRAND MARCHE SERAIENT SOUS-ESTIMES PAR LES MODELES STANDARDS

T A B L E A U 3 : CHIFFREMENT DE L'IMPACT A MOYEN TERME DE 1992

	R.F.A.	France	R.U.	Belgique	U.S.
Estimation en % du PNB					
BASSE	3.4- 8.8	3.3- 8.5	3.1- 8.1	3.5- 9.0	3.4- 8.8
HAUTE	5.7-14.94	4.5-11.7	5.8-12.5	5.9-25.4	5.6-14.2

Source : R. BALDWIN : "The Growth effects of 1992", Economic Policy, October 1989,p.26.

mouvement de réduction des coûts européens tout en conquérant des parts de marché grâce à la qualité, l'image de marque, les services après-vente caractérisant leurs produits. C'est ensuite évoquer la question de la place de l'Europe dans la recomposition actuelle de la division internationale du travail. Or, les tendances enregistrées depuis la fin des années soixante-dix sont loin d'être favorables. D'une part, la Communauté ne gagne des parts de marché que sur les produits relativement traditionnels dont la demande est stagnante ou en faible progression, alors qu'elle enregistre des pertes pour le matériel électrique, l'automobile, les biens d'équipement, les machines de bureau, autant de produits pour lesquels on peut anticiper une demande importante et/ou fortement croissante. D'autre part, le commerce intra-européen s'est précisément contracté pour ces mêmes produits (Economie Européenne, Mars 1988, p. 31-33).

Or, il n'est pas évident que la levée des barrières intra-européennes, si elle n'est pas accompagnée de vigoureuses incitations à l'innovation technologique et d'un encouragement aux alliances européennes dans des projets de haute ou moyenne technologie débouchant sur de nouvelles consommations de masse, soit suffisante pour renverser cette détérioration préoccupante des parts de marché concernant les productions les plus modernes. Il se pourrait que les simulations macroéconomiques livrent une image plus optimiste qu'il ne serait légitime, car elles projettent probablement des gains de parts de marché à travers la seule compétitivité prix sur des marchés d'acheteurs, alors que la question clé est celle d'une compétitivité structurelle, garantissant tout à la fois emploi et progression du niveau de vie.

° Les gains d'emplois supposent une politique économique active.

Enfin, près des deux tiers des effets favorables concernant les créations d'emploi (Tableau 1, Graphique 1) dérivent de politiques publiques qui utiliseraient les marges de liberté (réduction des déficits publics extérieurs, désinflation) créées par l'Acte Unique pour relancer l'économie. Or, comme le soulignent les auteurs du rapport sur 1992, nulle automaticité ne régit cette utilisation des marges de manoeuvre. Pour ne prendre que cet

exemple, la R.F.A. a longtemps enregistré de forts excédents extérieurs sans engager de politique économique offensive de relance (J. BLAZEJCZAK, G. ERBER, G.A. HORN (1989)). Lorsqu'on connaît le rôle de la R.F.A. dans l'orientation de la politique économique à l'échelle européenne, la remarque n'est pas sans conséquences. De même, une amélioration des finances publiques serait vraisemblablement utilisée à rembourser la dette antérieurement contractée, ce d'autant plus que les taux d'intérêt réels demeureraient élevés. Si tel était le cas, s'évanouirait la majorité des effets bénéfiques attendus.

D'ailleurs, ce sont les bénéfices du contre-choc pétrolier de 1985-1986 puis le relâchement de la politique monétaire américaine après le krach boursier d'Octobre 1987 qui semblent avoir redressé la croissance européenne et favorisé le retour à des créations d'emplois, sans précédent depuis les années soixante-neuf à soixante-treize (Graphique 3). Pour le moins, les effets keynésiens se sont conjugués à la recomposition d'une offre compétitive, qui par elle-même, n'aurait sans doute pas permis une telle reprise (Schéma 3, ci-après).

Aussi, conviendrait-il de codifier explicitement *les règles de politique économique* à adopter, à l'échelle de la Communauté comme des divers pays, afin d'engranger les dividendes, s'ils existent, de la seule intégration des marchés. Politique de redistribution des avantages comparatifs, lancement des infrastructures nécessaires à l'intégration des marchés, incitation à l'innovation technologique constitueraient autant de points d'application des surplus budgétaires qui pourraient apparaître d'un regain de la croissance en Europe.

3. ORIGINES ET CONDITIONS DES RENDEMENTS D'ECHELLE : DES INCERTITUDES MAJEURES.

Il faut en effet revenir sur cette question, finalement centrale, puisque c'est des ces derniers que dérive l'apparition d'un jeu à somme positive et croissante au cours du temps : c'est le charme des rendements

